

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JERUSALEM, LE CAIRE, TEHERAN, TEL-AVIV)

ZOOM : IRAN, UN SYSTÈME BANCAIRE EN FORTE TENSION

LE CHIFFRE À RETENIR

50 %

PART DES ENGAGEMENTS HORS
BILAN DANS LA MASSE MONÉTAIRE

Un premier rapport sur la stabilité du système bancaire iranien, publié en octobre 2025 par le Centre de recherche du Parlement, en dresse un tableau alarmant. Portant sur les données de 27 banques actives fin mars 2024, il révèle un secteur fragilisé par un triple déséquilibre structurel : rentabilité, trésorerie et solvabilité. Si le ratio revenus/dépenses moyen atteint 105 %, signalant un retour marginal à la rentabilité, cette moyenne dissimule de profondes disparités. Six banques demeurent ainsi déficitaires, dont trois dans des situations critiques. La banque Ayandeh illustre les cas extrêmes avec un ratio de seulement 12 % et un capital réglementaire (CAR) de -360 %, attestant d'une quasi-faillite technique.

Le modèle d'activité bancaire apparaît insoutenable. Le coût des dépôts absorbe 89 % des revenus des prêts, ne laissant qu'une faible marge de 11 % pour couvrir l'ensemble des autres dépenses (frais administratifs, provisions, charges financières). Face à des taux d'intérêt réels négatifs, nettement inférieurs à l'inflation, les banques se détournent massivement de leur activité de prêt – dont la part dans leurs revenus a chuté de 81 % à 63 % entre 2018 et 2024 – au profit d'investissements immobiliers via leurs filiales, malgré les interdictions officielles. Cette stratégie permet de bénéficier de la réévaluation nominale des actifs en rials dévalués, gonflant artificiellement les bilans. La Banque centrale a encouragé cette pratique en autorisant le reclassement des excédents de réévaluation du capital Tier 2 vers le Tier 1, permettant une amélioration cosmétique du CAR moyen du système, passé à 1,75 % à l'été 2025, sans amélioration réelle de la solidité financière des établissements.

La détérioration de la qualité des actifs s'accélère. Les prêts non-performants ont bondi à 13 % fin mars 2024, alors que les provisions baissaient paradoxalement, avec un taux de couverture dérisoire de 10 %. Ce sous-provisionnement systématique témoigne soit d'une incapacité financière, soit d'une volonté d'embellir artificiellement les comptes. Les tensions de liquidité contraignent les banques à multiplier les emprunts d'urgence auprès de la Banque centrale, dont les découverts atteignaient 190 milliards de rials fin mars 2024, avec une concentration inquiétante sur quelques établissements.

Les mesures d'assainissement engagées depuis 2022 par la Banque centrale ont produit des effets pervers majeurs. La limitation de croissance des bilans a certes ralenti l'expansion apparente du crédit, mais elle a provoqué une explosion des engagements hors bilan, qui représentent désormais 50 % de la masse monétaire contre 30 % historiquement. Cette dérive expose le système à un risque systémique critique : en cas de crise de confiance, l'activation en chaîne de ces engagements pourrait contraindre la Banque centrale à accroître massivement une masse monétaire déjà très élevée, alimentant une spirale inflationniste déjà insoutenable pour les Iraniens.

Service économique de Téhéran

ÉGYPTE

1. PRIORITÉS STRATÉGIQUES RÉGIONALES POUR LA GESTION DE L'EAU LORS DE LA CAIRO WATER WEEK

La huitième édition du forum régional [Cairo Water Week](#), organisé par le ministère égyptien des Ressources en eau et de l'Irrigation avec le soutien de l'Union européenne, s'est tenue au Caire du 12 au 16 octobre. L'événement a réuni experts, chercheurs, organisations internationales, décideurs politiques et entreprises pour discuter des objectifs stratégiques de gestion durable de l'eau dans la région, enjeu stratégique pour l'Égypte qui fait face à un stress hydrique sévère. L'édition accordait une place particulière aux jeunes chercheurs et aux innovateurs mettant l'accent sur l'intelligence artificielle dans le secteur de l'eau. Intervenant en ouverture, le ministre des Ressources hydriques et de l'irrigation, Hani Sewilam, a présenté les projets de l'Égypte en matière d'irrigation, visant la reconversion de terres dans le Sinaï et le Delta pour augmenter les surfaces agricoles, le renforcement de l'aquaculture et de l'hydroélectricité, le développement des infrastructures hydrauliques pour améliorer le suivi des niveaux d'eau, ainsi que l'utilisation de satellites, drones et numérisation pour optimiser les canaux et les infrastructures, et ainsi améliorer la prévision des pluies. L'événement a également souligné la volonté de l'Égypte de devenir un hub régional de technologies et d'expertise en eau, en renforçant la planification et la durabilité des ressources hydriques.

2. ACCELERATION DE LA LOCALISATION DE LA FILIERE SPATIALE EGYPTIENNE

Le Premier ministre Mostafa Madbouly et le directeur exécutif de l'Agence spatiale égyptienne, Magid Ismail, ont [présenté](#) les dernières évolutions du programme spatial national. L'Agence dispose désormais d'un système intégré comprenant centre d'assemblage, centre d'opérations, académie et zone technologique, certifiés ISO AS9100, garantissant l'autonomie nationale pour la conception et l'exploitation de satellites. Les projets futurs visent à localiser la fabrication de petits satellites, développer des applications stratégiques et attirer des partenariats internationaux, consolidant la position de l'Égypte comme hub spatial régional pour l'Afrique et le monde arabe. À cet effet, Le Caire accueille depuis avril 2025 le siège de l'Agence spatiale africaine (AfSA). Pour rappel, l'Égypte dispose, à égalité avec l'Afrique du Sud, du programme spatial civil le plus développé du

continent, avec treize satellites opérationnels, civils et militaires.

3. INVESTISSEMENTS CHINOIS DANS LE TEXTILE A SOKHNA A HAUTEUR DE 65 M USD

Quatre entreprises chinoises ont [signé](#) avec Sewedy Industrial Development des contrats pour implanter de nouvelles usines dans la ville industrielle Sokhna 360, au sein de la zone économique du canal de Suez. Les projets représentent 65 M USD d'investissements sur 238 000 m² et devraient générer plus de 3 000 emplois directs. L'initiative s'inscrit dans la stratégie d'attraction d'investissements étrangers et de développement d'une chaîne textile intégrée, visant à augmenter la valeur ajoutée locale et la compétitivité à l'export. La zone économique, dotée de six ports et quatre zones industrielles, confirme son rôle de hub industriel et logistique stratégique en Égypte. Par ailleurs, l'engagement de Sewedy Industrial Development ne se limite pas à la fourniture de terrains, mais inclut un investissement continu dans l'infrastructure et les solutions intelligentes, visant à rendre ses zones industrielles plus attrayantes, efficaces et durables.

4. PROLONGEMENT DE L'INITIATIVE GOUVERNEMENTALE DE SOUTIEN A L'AGRICULTURE ET A L'INDUSTRIE

Le 15 octobre, les ministères des Finances et de l'Industrie ont [approuvé](#) un nouveau programme de prêts subventionnés de 90 Mds EGP destiné aux secteurs industriel, agricole et des énergies renouvelables pour l'exercice fiscal 2025-2026, selon un communiqué, dans le prolongement du programme de 2024-2025 d'un montant de 120 Mds EGP. Le dispositif prévoit des financements à taux d'intérêt maximal de 15 %, nettement en deçà du taux directeur actuel de 22 %. Le coût de cette subvention est estimé à 8 Mds EGP pour 2025-2026, correspondant à la différence de taux d'intérêt.

5. HAUSSE DES PRIX DES CARBURANTS AU MOIS D'OCTOBRE

Le 17 octobre, le ministère du Pétrole a [relevé](#) pour la deuxième fois cette année le prix des carburants, avec des hausses entre 10,5 % pour l'essence (95-Octane) et 12,9 % (Diesel), à la fois inférieures à celles intervenues en avril (entre 11,8 % et 14,8 %) et aux anticipations (entre 15 % et 25 % annoncées). La baisse des prix mondiaux du pétrole, la stabilisation du taux de change et la sécurisation des besoins pétroliers du pays devraient *a priori* permettre au ministère de ne pas rehausser les prix avant au moins un an. Cette hausse s'inscrit dans le cadre du programme du FMI, l'Égypte s'étant engagée à mettre un terme aux subventions au secteur énergétique d'ici la fin de l'année 2025. Cette mesure pourrait

toutefois entrainer une hausse de l'inflation mensuelle, attendue à 13,5 % en octobre (contre 11,7 % en septembre), et participer à l'augmentation des coûts de production et de transport des agriculteurs et transporteurs, notamment dans la filière des fruits, des légumes et des denrées alimentaires. De la même façon, les coûts de transport terrestre et maritime pourraient croître de 7 % à 8 %, tandis que les secteurs des télécommunications et de la construction s'attendent plutôt à une hausse modérée de leurs coûts d'exploitation.

IRAK

1. REVISION A LA HAUSSE DE LA PERSPECTIVE DE CROISSANCE POUR 2025 ET 2026 PAR LE FMI

Le rapport *World Economic Outlook* d'octobre retient une prévision de croissance de 0,5 % pour 2025 et de 3,6 % en 2026, contre respectivement une croissance négative de -0,2 % en 2025 et une croissance de 1,4 % en 2026 dans le précédent rapport d'avril 2025. L'inflation devrait être contenue à 1,5 % en 2025 (2,5 % prévu en avril dernier) et augmenter à 2,5 % en 2026 (2,7 % précédemment). Le solde courant devrait enregistrer un excédent de 0,4 % en 2025 (déficit de -1,1 % prévu en avril) et être en déficit de -1,1 % en 2026.

2. AUGMENTATION DE 50 % DE LA PRODUCTION DU CHAMP GAZIER DE KHOR MOR AU KURDISTAN IRAKIEN

Les entreprises émiriennes Dana Gas et Crescent Petroleum ont annoncé l'achèvement d'un investissement de 1,1 Md USD d'augmentation de la capacité de production du champ gazier de Khor Mor dans la région autonome du Kurdistan. Avec ce projet baptisé KM250, la production du champ passe de 500 M de pieds cubes de gaz/jour (14 M m³/jour) à 750 M de pieds cubes de gaz/jour (21 M m³/jour). Exploité par Pearl Petroleum, détenu à parité (35 %) par Dana Gas et Crescent Petroleum, le gaz du champ de Khor Mor alimente quatre centrales électriques représentant 80 % de la production d'électricité de la région du Kurdistan. Les trois autres actionnaires de Pearl Petroleum sont les entreprises d'énergie européennes MOL (Hongrie), OMV (Autriche) et RWE (Allemagne) avec 10 % chacune. L'investissement a été financé par la Bank of Sharjah, l'agence de développement américaine *Development Finance Corporation* (DFC) et une émission d'obligations garanties de premier rang de Pearl Petroleum pour 350 M USD.

IRAN

1. RECORD HISTORIQUE DU TAUX DE PAUVRETE

Selon la porte-parole du gouvernement, le seuil de pauvreté mensuel est passé de 37,98 M IRR en 1402 (2023-2024) à 61,28 M IRR en 1403 (2024-2025) par personne. Sur cette base, le taux de pauvreté national s'établit à environ 36 %, son niveau le plus élevé depuis le début des années 1390. Bien que l'indice de Gini montre une légère amélioration du bien-être des deux déciles les plus pauvres, cette embellie n'a pas suffi à les sortir de la pauvreté. Avant le retrait des États-Unis du JCPOA en 1396 (2017-2018), le taux de pauvreté était inférieur à 20 %. Mais avec le retour des sanctions, la chute de la valeur du rial et la hausse de l'inflation, elle a passé le cap des 30 % en 2020. Après une légère amélioration — de 31 % en 2020 à 30 % en 2024 — la part de la population au-dessous du seuil de pauvreté a de nouveau progressé en 2025. La hausse des prix alimentaires accentue la pression sur les ménages les plus modestes, dont le budget de subsistance est déjà limité. Pour mémoire, selon le Centre de recherche du Parlement, en 1401 (2022-2023), alors que le taux de pauvreté atteignait 29,7 %, plus de la moitié de la population consommait moins que le minimum nutritionnel de 2 100 kcal par jour. Avec la nouvelle flambée de la pauvreté en 2025, de nombreux ménages n'atteignent plus ce seuil vital.

2. INDUSTRIE PETROCHIMIQUE SOUS PRESSION APRES LE « SNAPBACK »

À la suite du rétablissement du mécanisme de *snapback* sur l'accord nucléaire (JCPOA) l'industrie pétrochimique, principal moteur de revenus en devises, risque de ne plus pouvoir jouer son rôle stabilisateur dans l'économie nationale et les flux financiers extérieurs. Selon la Compagnie nationale des industries pétrochimiques (NPC), la capacité nominale de production atteint 96 Mt par an, dont 34 Mt destinées à l'exportation. Durant les cinq premiers mois de l'année 1404 (avril-août 2025), 13 Mt de produits pétrochimiques ont été exportés pour une valeur d'environ 5,5 Mds USD, soit un prix moyen de 420 USD la tonne. Les principaux débouchés demeurent la Chine, l'Inde, la Turquie, l'Asie centrale et certains pays d'Asie du Sud-Est. Les nouveaux paquets de sanctions visent spécifiquement les réseaux d'exportation de pétrole et de produits pétrochimiques, entraînant une hausse des coûts de fret et d'assurance, un affaiblissement de la capacité de négociation des prix et l'obligation d'accorder d'importants rabais aux clients asiatiques. Parallèlement, le renforcement de la surveillance

internationale sur les flottes et sur les divers intermédiaires complique les dispositifs logistiques, augmentant les coûts et réduisant les recettes nettes en devises des exportateurs iraniens. Dans un scénario médian, les exportations du second semestre devraient générer 6 à 7 Mds USD de recettes. Toutefois, si la pression internationale s'intensifie ou si la Chine réduit ses achats, les revenus pourraient chuter à 4 Mds USD, pénalisant le marché des changes et le budget de l'État. La forte dépendance des industriels iraniens à un nombre limité d'acheteurs — principalement en Chine — rend son modèle d'exportation particulièrement vulnérable : tout changement de politique industrielle ou énergétique à Pékin impacte immédiatement les ventes iraniennes. Dans ces conditions, le premier défi du secteur pétrochimique iranien n'est plus sa capacité de production, mais l'asphyxie financière et logistique qu'accroît le *snaphack* et l'isolement international du pays.

ISRAËL

1. ISRAËL COMME TROISIÈME CIBLE MONDIALE EN MATIÈRE DE CYBERATTAQUES SELON MICROSOFT

Selon le *Digital Defence Report 2025* de Microsoft, Israël se classe au 3^{ème} rang mondial pour le nombre de cyberattaques reçues, derrière les États-Unis (24,8 % des cyberattaques mondiales) et le Royaume-Uni (5,6 %). Israël a subi 3,5 % des cyberattaques mondiales, soit 603 attaques documentées au premier semestre 2025, représentant 20,4 % de tous les incidents au Moyen-Orient et en Afrique, le plaçant en tête dans la région. L'Iran est identifié comme l'adversaire le plus actif contre Israël, avec environ 64 % de l'activité cyber iranienne mondiale dirigée contre des cibles israéliennes, incluant espionnage, perturbation de services, propagande et démonstrations de capacités technologiques. Les cyberattaques ont été notamment multipliées par sept deux jours après le début de la guerre Israël – Iran. Les attaques touchent tant le secteur public que privé, avec une attention particulière sur les services essentiels (hôpitaux, centrales électriques, autorités locales, transports).

2. SOLDE MIGRATOIRE NÉGATIF PERSISTANT DEPUIS 2020

Le Centre de recherche et d'information de la Knesset a préparé un rapport spécial pour la commission de l'immigration, révélant qu'entre 2020 et 2024, plus de 145 900 Israéliens ont quitté le pays sans y revenir. Cette tendance s'est accélérée à partir

de 2022, avec 59 400 départs, soit une augmentation de 44 % par rapport à 2021. En 2023, ce chiffre a encore augmenté pour atteindre 82 800 départs, une hausse de 39 % par rapport à 2022, avec un pic notable en octobre 2023. En 2024, le nombre de départs est resté élevé, avec environ 50 000 Israéliens ayant quitté le pays entre janvier et août, un chiffre similaire à celui observé à la même période en 2023. Parallèlement, le nombre d'Israéliens revenant après un séjour prolongé à l'étranger a diminué. En 2023, environ 24 200 Israéliens sont revenus, contre 29 600 en 2022. Cette tendance s'est poursuivie en 2024, avec 12 100 retours entre janvier et août, contre 15 600 sur la même période en 2023. Ainsi, le solde migratoire négatif s'est creusé, atteignant -58 600 personnes en 2023 et -36 900 en 2024. Le rapport met également en évidence une répartition géographique des départs : Tel Aviv-Jaffa représente 14 % des départs devant Haïfa (7,7 %), Netanya (6,9 %) et Jérusalem (6,3 %). Environ 19,8 % des émigrants sont âgés de 30 à 49 ans.

3. ESPÉRANCE DE VIE AU QUATRIÈME RANG DE L'OCDE

Malgré la guerre et des investissements relativement modestes dans le système de santé (7,6 % du PIB), Israël surpasse la plupart des pays développés en termes d'espérance de vie, y compris des pays qui investissent davantage comme l'Allemagne ou l'Autriche (11 à 12 % du PIB). Selon le rapport de l'OCDE pour 2022-2023, l'espérance de vie en Israël était de 83,8 ans, la quatrième plus élevée parmi les pays développés, derrière l'Espagne (84 ans), le Japon (84,1 ans) et la Suisse (84,3 ans). Les données montrent une augmentation spectaculaire de l'espérance de vie entre 2022 et 2023 : près d'un an de plus pour chaque sexe, passant de 84,8 à 85,7 ans pour les femmes et de 80,7 à 81,7 ans pour les hommes. Selon les statistiques du ministère de la Santé, cette tendance s'est maintenue en 2024.

4. COMMANDE ALLEMANDE DE 2 MDS D'EUROS AUPRÈS D'UN CONSORTIUM DE DÉFENSE GERMANO-ISRAËLIEN

L'Allemagne a conclu un contrat d'environ 2 Mds EUR pour l'acquisition de missiles antichars Spike auprès de Rafael Advanced Defense Systems, via Eurospike, une coentreprise réunissant Rafael (20 %), Rheinmetall et Diehl Defence (40 % chacun). Ce montage industriel permet à Israël de contourner certaines contraintes géopolitiques en présentant la transaction comme européenne, la production étant réalisée en Allemagne. Malgré le gel partiel des exportations d'armes allemandes vers Israël, le gouvernement allemand poursuit ainsi sa coopération stratégique avec l'industrie de défense israélienne, déjà illustrée par l'achat du système

antimissile Arrow 3 fin 2023. Utilisés par plus de quarante pays, dont de nombreux membres de l'OTAN, les missiles Spike couvrent une large gamme, du modèle portatif SR (2 km) au NLOS « Tammuz » (32 km).

JORDANIE

1. HAUSSE DE L'INDICE DE PRODUCTION INDUSTRIELLE

Selon le département des statistiques (DoS), l'indice de production industrielle a enregistré une hausse de 1,8 % en glissement annuel (g.a.) sur les huit premiers mois de 2025. L'analyse par secteur montre que cette augmentation est principalement liée au secteur de l'électricité (5,9 % de la production industrielle) qui a enregistré une hausse de production de 3,2 % en g.a. et au secteur manufacturier (88,7 % de la production industrielle) avec une hausse de production de +1,8 % en g.a. Toutefois, l'industrie extractive (5,4 % de la production industrielle) connaît une baisse de 1,4 %.

2. PREMIER VERSEMENT AU TITRE DU PROGRAMME POUR LE SECTEUR PRIVE DE LA BANQUE MONDIALE

La Banque mondiale a annoncé dans un [récent rapport](#) avoir versé 42 % du financement total de 112 millions de dollars du projet de soutien à l'emploi et aux compétences dans le secteur privé (*National Employment Program*) en Jordanie, soit 46,5 millions de dollars sous forme de prêts concessionnels. Après une restructuration en août 2025 visant à élargir la portée du projet, les autorités jordaniennes et la Banque mondiale ont également convenu de prolonger la période de mise en œuvre initialement prévue jusqu'à décembre 2025 à juillet 2028. Selon le rapport, l'initiative a bénéficié à plus de 51 000 personnes dans le Royaume, dont 51 % de femmes.

3. LEGERE BAISSÉ DE L'INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION

Selon le département des statistiques (DoS), l'indice des prix à la production (IPP) a enregistré une baisse de -0,5 % sur les huit premiers mois de 2025, en glissement annuel (g.a.). L'analyse par secteur montre que les prix à la production des industries manufacturières ont diminué de -0,8 % alors que ceux des industries extractives et de l'électricité ont augmenté respectivement de +2,4 % et +0,8 % en g.a. Sur le mois d'août, l'IPP a augmenté de +0,8 % en glissement mensuel. Pour rappel, l'IPP a enregistré une baisse de -0,58 % sur l'ensemble de l'année 2024 par rapport à 2023.

LIBAN

1. LE FMI MAINTIENT SES PREVISIONS DE RECESSION POUR 2024

À l'issue des réunions annuelles d'automne, le FMI a publié ses dernières projections de croissance mais a préféré ne pas se prononcer sur celles du Liban pour 2025. Le Fonds a toutefois maintenu ses estimations pour les années précédentes : une contraction de 7,5 % en 2024 et de 0,7 % en 2023, une légère croissance de 1 % en 2022 et de 2 % en 2021 et une forte contraction de 24,6 % en 2020, au début de la crise. Le FMI estime à 28,3 Mds USD le PIB nominal du Liban en 2024, contre 23,6 Mds USD en 2023 et 24,75 Mds USD en 2022.

Ces estimations demeurent toutefois très conservatrices relativement à celles communiquées ce mois-ci par l'Administration centrale de la Statistique (ACS), rattachée à la présidence du Conseil des ministres du Liban, qui estime à 31,6 Mds USD le PIB nominal en 2023 et à 21,4 Mds USD en 2022.

Par ailleurs, le Fonds relève que les recettes publiques ont représenté près de 16,3 % du PIB en 2024, contre 13,2 % en 2023, tandis que les dépenses publiques s'élevaient à 16,5 % du PIB en 2024, contre 14,9 % en 2023. Le déficit budgétaire du pays aurait donc été réduit de 1,7 % en 2023 à 0,2 % en 2024.

2. EVENEMENT DE LANCEMENT DE LA CONFERENCE « BEIRUT ONE » PREVUE EN NOVEMBRE

Le ministre de l'Économie, Amer Bsaat, a officialisé lors d'une réunion le 21 octobre, à laquelle ont participé des institutions financières, plusieurs missions diplomatiques ainsi que des membres du secteur privé, le lancement de la conférence Beirut One. Organisée les 18 et 19 novembre 2025, elle sera dédiée à relancer l'économie libanaise par l'attraction d'investissements étrangers en provenance de la diaspora libanaise et des investisseurs étrangers. La vision économique à moyen terme du pays, présentée par le Président Aoun ainsi que les différents panels sectoriels prévus, au cours desquels seront précisées les réformes actuellement conduites au Liban, serviront à regagner la confiance des investisseurs non-résidents du pays, malgré un contexte régional tendu.

Louant la dynamique constructive des efforts mis en œuvre par le gouvernement, le ministre a invité les investisseurs à se saisir des opportunités qui pourraient se matérialiser au Liban à mesure que les réformes seront conduites, en indiquant qu'un programme de projets en PPP sera dévoilé lors de la conférence.

SYRIE

1. PUBLICATION DU RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE SUR LE COUT DE LA RECONSTRUCTION

La Banque mondiale a publié le 21 octobre 2025 un rapport estimant le coût de la reconstruction du pays à 216 Mds USD (fourchette comprise entre 140 et 345 Mds USD). L'estimation des dommages physiques s'élève à 108 Mds USD sur les secteurs des infrastructures (52 Mds USD) ainsi que des bâtiments résidentiels (33 Mds USD) et non-résidentiels (23 Mds USD). En termes géographiques, les gouvernorats les plus endommagés sont ceux d'Alp, du Rif Dimashq et de Homs.

La Banque mondiale constate également une contraction du PIB réel syrien de 53 % entre 2010 à 2022, et une chute du PIB nominal de 67,5 Mds USD en 2011 à environ 21,4 Mds en 2024, si bien que le coût de la reconstruction correspond à plus de dix fois le PIB projeté de la Syrie.

2. DECISION DE LA BANQUE CENTRALE SYRIENNE RELATIVE AUX PROVISIONS DES BANQUES

Dans le contexte de l'effondrement financier du Liban, la Banque centrale syrienne a ordonné le 22 septembre 2025 que les établissements bancaires syriens constituent des provisions à hauteur de 100 % de leur exposition au système financier libanais et soumettent, sous six mois, un plan de restructuration. Sur les 4,9 Mds USD de dépôts totaux du secteur bancaire commercial syrien, un montant de plus d'1,6 Md USD est exposé au Liban. La décision de la Banque centrale syrienne s'inscrit dans la volonté d'assainir le secteur bancaire, fragilisé par plus d'une décennie de conflit et de sanctions, et de remédier à la crise de liquidité actuelle.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. SITUATION DU SECTEUR AGRICOLE DE LA BANDE DE GAZA

Le ministre palestinien de l'Agriculture, Rezaq Sleimiya, a averti mardi lors d'une conférence de presse à Ramallah que la bande de Gaza a subi une destruction quasi-totale de son secteur agricole, avec la perte d'environ 90 % de ses ressources et infrastructures. Selon lui, les puits d'irrigation, serres, exploitations avicoles, champs cultivés et pressoirs à olives ont été anéantis par les offensives israéliennes.

Cette dévastation a provoqué une détérioration dramatique de la sécurité alimentaire, au point que

les Nations unies évoquent désormais une situation de famine. Le ministre a rappelé que l'agriculture constitue une composante vitale de l'économie palestinienne, représentant 8 % du PIB et la principale source de revenu pour 200 000 familles. Il a appelé à protéger les agriculteurs et à lancer d'urgence un plan de reconstruction et de soutien logistique pour sauver ce secteur crucial à la survie de la population gazaouie.

2. RETENUE SUR LES REVENUS DE COMPENSATION EN OCTOBRE 2025

Un dossier d'exécution ouvert en 2019 par 41 familles israéliennes de victimes d'attentats a conduit à la saisie de 25 M NIS (environ 5,8 M EUR) sur les fonds de l'Autorité palestinienne (AP), en vertu d'un jugement de l'ancien juge Moshe Drori condamnant Ramallah à verser des compensations civiles. Le montant total de la dette réclamée atteint 67,6 M NIS (près de 15,7 M EUR). Parallèlement, le gouvernement israélien a décidé en janvier 2025 d'utiliser 1,9 Md de shekels (442 M EUR) supplémentaires des recettes fiscales palestiniennes retenues pour rembourser la dette de l'AP envers Israel Electric Corporation.

Ces retenues sur les revenus de compensation (ou *clearance revenues*), qui dépassent désormais 10 Mds de shekels (2,3 Mds EUR) selon le premier ministre palestinien, ont plongé l'AP dans une crise budgétaire majeure, empêchant le paiement complet des salaires publics et paralysant des services essentiels.

3. SOUTIEN EXTERIEUR EN HAUSSE DE 8 %, MALGRE LA CRISE FINANCIERE

Selon des données officielles publiées par le ministère palestinien des Finances, le financement extérieur du Trésor public a augmenté de 8 % sur un an pour atteindre 1,53 Md NIS (environ 356 M €) à fin août 2025. Cette hausse de 113 M NIS (26 M €) par rapport à l'année précédente est principalement due aux aides européennes et des pays arabes.

L'Union européenne demeure le principal contributeur, avec 761 M NIS (177 M €) versés via le mécanisme européen PEGASE, suivie de l'Arabie saoudite (101 M NIS / 23 M €), de la Norvège (68 M NIS / 16 M €) et de la France (31 M NIS / 7 M €).

Cette augmentation intervient dans un contexte de crise budgétaire aiguë, provoquée par la rétention continue des revenus de compensation par Israël et la baisse générale du soutien international, ce qui empêche l'Autorité palestinienne de payer intégralement les salaires publics depuis novembre 2021.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,3*	25*
PIB (Mds USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	383	277	401	540	53	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	3570	6247	4633	54192	4693	5282	2593*	869*
CROISSANCE PIB REEL (%) – 2024 ^E	FMI / WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGETAIRE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	91	43	37	68	115	164	86*	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,6	36	3,3	2,0	14,2	48,9	15
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	50,3	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

* = DONNEES BANQUE MONDIALE 2024

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CREDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRES FAIBLE / **A2** PEU ELEVE / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ELEVE / **C** ÉLEVE / **D** TRES ELEVE / **E** EXTREME

LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR EST PRESENTE DANS PLUS DE 100 PAYS A TRAVERS SES SERVICES ECONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH

REDACTION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr